63me Année — 3me Série — N° 215 Le Numéro quotidien : DIX CENTIMES en France et en Belgique — Etranger : VINGT CENTIMES Vendredi 3 Août 1917 ★

Gaston CALMETTE
Directeur (1902-1914)

RÉDACTION — ADMINISTRATION
26, Rue Drouot, Paris (9e Arrt)

Rédaction en Chef { M. ALFRED CAPUS, M. ROBERT DE FLERS

POUR LA PUBLICITÉ
LES ANNONCES ET LES RÉCLAMES
S'adresser 26, rue Drouot, à l'Hôtel du FIGARO

Les Annonces et Réclames sont également reçues à la Société Gle des Annonces, 8, place de la Bourse

LE FIGARO

« Loué par ceux-ci, blâmé par ceux-là, me moquant des sots, bravant les méchants, je me presse de rire de tout... de peur d'être obligé d'en pleurer. » (BEAUMARCHAIS.)

H. DE VILLEMESSANT
Fondateur

RÉDACTION — ADMINISTRATION
26, Rue Drouot, Paris (9e Arrt)
TÉLÉPHONE, Trois lignes : Gutenberg 02-46 - 02-47 - 02-49

Secrétariat Général : M. HENRI VONOVEN

Abonnements :	TROIS MOIS	SIX MOIS	UN AN
Paris, Départements et Colonies françaises	9 »	18 »	34 »
Étranger — Union postale...	18 50	36 »	70 »

On s'abonne dans tous les bureaux de poste de France et d'Algérie

DIPLOMATIE SECRÈTE

J'espère bien que l'*indiscrétion* du chancelier Michaelis sera la fin de nos comités secrets. N'est-il pas surprenant, en effet, que la France soit renseignée uniquement par le premier ministre allemand sur ce qui touche à ses intérêts vitaux?

J'ai été mêlé, pendant de longues années, aux affaires publiques de mon pays, et j'en suis réduit à lire les journaux boches pour apprendre ce que M. Ribot — dont j'ai été l'intime collaborateur — pense de la question de la Sarre et de la rive gauche du Rhin!

Si la chose encore s'était produite par surprise, s'il s'agissait d'un de ces tours de force auxquels nous a malheureusement habitués l'espionnage allemand. Mais non, ces étranges communications se font au grand jour par des voies officielles et qu'il serait un peu naïf d'affecter d'ignorer. Des délégués appartenant à des groupements plus ou moins qualifiés viennent chez nous, sont reçus à bras ouverts et colportent immédiatement chez les autres les documents que notre bonne foi leur a confiés. Ainsi M. Doumergue écrit pour que Bethmann-Hollweg lise, et M. Ribot parle pour que M. Michaelis entende!

On dit : il faut en finir avec la « diplomatie secrète ». Oui, mais alors que les autres commencent! Est-ce que nos ennemis ont jamais fait connaître une seule fois leur véritable pensée?

Vous pouvez lire et relire le discours prononcé avant-hier par le comte Czernin, et que l'on nous présente comme une œuvre de conciliation. Vous y trouverez des phrases onctueuses sur la réconciliation des peuples, sur la haute moralité de la politique de demain, sur la loyauté des empires centraux, sur leur bonne foi et leur bonne volonté à souscrire une « paix honorable ». Quant à des précisions, aucune. Qu'est-ce que ce ministre si bien intentionné pense de la question des Balkans, de la question Adriatique, et de la Galicie, et de la Pologne, et de la Serbie, de la Roumanie, du sort des nationalités slaves (pour ne parler que des points qui intéressent directement la monarchie austro-hongroise)? Il se garde bien de le dire et il n'y a pas, en Autriche-Hongrie, de « comité secret » qui l'ait rendu public. Au même moment, nos ministres vident nos archives à la tribune. Sur une sommation ennemie ou alliée, nous faisons savoir *urbi et orbi* ce que nous voulons et ce que nous ne voulons pas.

Ainsi, nos gouvernements en sont arrivés à prendre position sur des tractations futures et qui ne dépendent pas d'eux; car on ne sait ni qui vit ni qui meurt, et qui ne dépendent même pas des puissances au nom desquelles ils parlent : car personne n'est à même d'apprécier, dès maintenant, quelle sera la situation réciproque des deux groupements opposés quand il faudra mettre enfin les cartes sur la table.

Les Boches ne parlent pas, ne parlons donc pas! Si c'est là ce que l'on appelle la diplomatie secrète, il n'est pas un homme de bon sens qui puisse sérieusement rompre avec elle.

Le jeu de l'Allemagne et de l'Autriche est de se donner, contrairement à l'évidence, le rôle de puissances attaquées et d'affirmer que, dans cette position défensive, elles ne pourront jamais être abattues.

Czernin et Michaelis disent : « Ne parlons pas du passé ». En effet, c'est inutile. La conviction de l'histoire est faite. Eh bien, parlons de l'avenir.

L'Allemagne, l'Autriche et leurs alliés, réduits à leurs seules ressources, sont forclos de toute vie commune avec le reste de l'univers. La guerre qui se prolonge les cadenasse de plus en plus dans leur isolement, et quand ils en sortiront, ils trouveront la place prise et tous les peuples unis contre eux. N'y eût-il que le point de vue économique, la guerre est perdue pour eux. En effet, ce qu'ils craignent, par-dessus tout, c'est le boycottage des deux Amériques : l'intensité de leurs appréhensions à ce sujet est apparue dans la double et identique déclaration du chancelier Michaelis et du Reichstag. En ce moment, il s'établit entre tous les peuples qu'unit l'Entente, des liens indestructibles; ils s'habituent à une vie pleine de sympathie et de confiance. Déjà les collaborations s'organisent partout entre l'Angleterre et nous, entre nous et le nouveau continent. Nous sommes surpris et ravis; les uns et les autres, de nous mieux connaître et, pour ainsi dire, de nous retrouver. La guerre finie, ces habitudes, le souvenir des souffrances communes, les intérêts qui se seront créés survivront aux événements. Plus forts que n'importe quel article d'une convention commerciale, ces liens opposeront à nos ennemis une conjuration tacite analogue au veto dont la France frappa, en somme, pendant quarante ans, les affaires et les produits allemands.

Eh bien! les Allemands et leurs amis, les Autrichiens, savent cela; ils savent que chaque journée est pour leur commerce une ruine qui ne pourra être réparée que par des années de labeur, de savoir-faire et de platitude hypocrite. Avant d'être admis dans le monde, ils devront effacer l'affreuse *indésirabilité* dont les a frappés leur propre conduite au cours de la présente guerre. Plus ils la prolongent, plus la vindicte universelle s'élève contre eux.

Et tandis qu'au point de vue militaire ils sont réduits à la défensive, eux les offensifs par excellence, au point de vue économique ils ne se défendent même plus, puisqu'ils sont absents.

Ils ont fait la guerre pour être les maîtres partout; ils ne le sont plus nulle part. Donc, ils ont besoin de la paix, ils la réclament, ils l'implorent. Mais au fait et au prendre, ils ne la *veulent* pas. Car s'ils la voulaient, ils renonceraient, tout simplement, à l'esprit qui les a portés à déclarer la guerre. Ils consentiraient à reconnaître loyalement le droit des autres, le droit de la Belgique, le droit de la Serbie, le droit des Slaves, des Roumains, des Italiens, des Alsaciens-Lorrains, ils consentiraient à payer les ruines qu'ils ont délibérément causées.

Continuant à mentir et ne renonçant en rien à l'esprit de conquête, ils font de la diplomatie à haute pression; ils bernent ou corrompent les compères de l'internationale russe pour tâcher d'obtenir d'eux une paix séparée. Ils tournent ainsi notre bonne foi et cherchent des « Saxons ». Et c'est nous que ces impériaux accusent d'impérialisme!

Cessons donc de protester soit en public soit en secret de nos sentiments équitables trop connus et trop démontrés pour faire le jeu d'une telle duplicité. Cessons d'étaler nos affaires au grand jour et de prendre des engagements sans contre-partie. Nous aussi, nous voulons la paix; mais nous ne voulons pas de la paix que le loup impose au mouton. La paix durable nous paraît plus désirable qu'une tractation mensongère. Tant que les Etats du Centre n'auront pas pris nettement l'engagement de rendre et de réparer; tant qu'ils n'auront pas livré des garanties sérieuses, nous ne les croirons pas. C'est eux qui usent et abusent de la politique occulte et de la diplomatie secrète. Un membre du Soviet me jurerait-il le contraire, je ne le croirais pas.

Gabriel Hanotaux,
de l'Académie française.

DEUX MINISTRES DÉMISSIONNAIRES

La journée d'hier a été fertile en incidents politiques.

Au moment même où la séance s'ouvrait, on apprenait que l'amiral Lacaze, ministre de la marine, avait remis au président du Conseil sa démission, que le chef du gouvernement a acceptée.

Vers la fin de l'après-midi, on annonçait que M. Denys Cochin, ministre du blocus, avait également résolu de se retirer et qu'il avait adressé sa démission à M. Ribot.

La démission de l'amiral Lacaze était, en quelque sorte, en puissance. Très vivement attaqué au cours de nombreuses séances, il apparaissait que sa situation devenait tous les jours plus délicate.

On se souvient que la commission de la marine devait présenter aujourd'hui à la Chambre une motion demandant des pouvoirs d'enquête sur l'ensemble des opérations maritimes depuis le début de la guerre. L'amiral Lacaze s'était opposé à cette discussion.

Mais dans un récent Conseil des ministres, le gouvernement ayant décidé d'accepter cette enquête, à condition qu'elle fût limitée à certains faits précis, l'amiral Lacaze a estimé que, n'étant plus en complet accord avec ses collègues,

..., il ne pouvait plus longtemps assumer la direction des services de la marine.

La décision prise par M. Denys Cochin est motivée par plusieurs raisons.

Le ministre du blocus regarde, en effet, sa tâche comme accomplie maintenant. La diminution de la guerre sous-marine, l'intervention de l'Amérique, permettent d'écarter désormais toute inquiétude.

Dans ces conditions, M. Denys Cochin préfère reprendre sa place dans le rang.

***

Aujourd'hui, les socialistes doivent tenir une réunion pour examiner la situation qui est faite à M. Albert Thomas, représentant leur parti au sein du cabinet, par le vote qui a clos la séance d'hier.

A. A.

Le troisième anniversaire de la guerre

A l'occasion du troisième anniversaire de la guerre, le maréchal sir Douglas Haig a adressé au général Pétain le télégramme suivant :

A l'occasion du troisième anniversaire de la mobilisation de la vaillante armée française, je vous adresse, au nom des forces britanniques sous mes ordres, l'expression de notre profonde admiration pour le magnifique courage et l'énergie invincible dont l'armée et la nation françaises ont fait preuve.

Le grand anniversaire nous fait sentir que les liens d'amitié qui unissent les deux pays sont resserrés par la certitude de la victoire finale et du triomphe de la juste cause pour laquelle nous combattons actuellement côte à côte.

Maréchal sir DOUGLAS HAIG.

Le général Pétain a répondu :

Je vous remercie du message que vous avez bien voulu m'adresser à l'occasion du troisième anniversaire de la mobilisation française.

L'armée française, à laquelle je m'empresse de le communiquer, appréciera hautement les sentiments qui vous l'ont dicté, en même temps que sa pensée se reportera à cette date du 5 août, où l'empire britannique est venu se ranger à nos côtés pour le triomphe de la plus juste cause.

En ce moment même, les succès que viennent d'obtenir, sous votre haut commandement, les armées britanniques et françaises, illustrent glorieusement la solidité des liens qui uniront nos deux armées jusqu'à la décision.

PÉTAIN.

SITUATION NETTE

Obéissant à sa haute raison, à la pression des événements et du sentiment national, M. Ribot s'est enfin dégagé de l'influence socialiste qui commençait à faire dévier toute la politique française. A la majorité qu'il a obtenue à la Chambre, au retentissement que son discours aura dans le public, M. le président du Conseil verra qu'il est désormais impossible de revenir à une méthode qui faisait peu à peu s'engloutir le gouvernement dans le parti unifié. De mois en mois, sous des influences diverses, récemment sous l'influence russe, ce parti en était arrivé à édifier une doctrine de la guerre pour lui tout seul, sans se préoccuper des autres classes de la société, qui n'auraient eu, à une heure donnée, qu'à s'incliner devant ses décisions. Ni les antécédents du parti socialiste, ni sa force réelle, ni le talent de ses chefs ne lui conféraient ces droits exorbitants. Aujourd'hui, après trop de conciliabules avec les délégués du Soviet, c'est M. Renaudel et ses amis qui prétendaient définir et régler les conditions de la paix française. On allait à une révolte de l'opinion publique. M. Ribot l'a admirablement compris et, avec une maîtrise et un art supérieurs, il a coupé les ponts. Cette hardie manœuvre lui a valu un de ses plus grands succès parlementaires.

Deux points, entre autres, sont à retenir dans le vigoureux raisonnement de M. le président du Conseil. Le premier, c'est le refus catégorique d'accepter le voyage à Stockholm ainsi que les entretiens de socialistes français avec des socialistes allemands. Une pareille rencontre eût pris maintenant les proportions d'un scandale national.

Le second point, c'est une fine et profonde analyse de la chimérique construction bien connue sous le nom de « Société des Nations », à laquelle M. Ribot s'était hâtivement peut-être rallié, quand elle ne semblait, en effet, qu'une chimère généreuse et un noble rêve de l'esprit humain. Mais en voulant faire d'une utopie la panacée de tous les maux présents, en voulant y soumettre la réalité tragique de la guerre, on risquait de précipiter les esprits dans l'incohérence et le désordre.

C'est pourquoi, d'ailleurs, l'Allemagne s'empressait d'adhérer à la « Société des Nations » qui lui permettait de rassembler ses proies. Il y a une fable de La Fontaine là-dessus : « Les Poissons et le Cormoran. »

La journée d'hier fut donc excellente à beaucoup de points de vue. Les conséquences nous montreront si, chez ces socialistes parvenus trop tôt au pouvoir et grisés de mots, l'orgueil n'a pas fini par entamer le patriotisme.

Alfred Capus,
de l'Académie française.

AU JOUR LE JOUR

FEMMES GUERRIÈRES

Les personnes assoiffées d'affranchissement sont souvent dupes d'un mirage : elles prennent pour une conquête de leur époque « libératrice » un état de choses qui remonte aux premiers âges du monde et dont la civilisation a précisément consisté à nous affranchir. Ainsi saluent-elles comme d'audacieux progrès le communisme, l'union libre et la « couleur locale », alors que ces merveilles sont le propre d'une humanité encore douée des fraîcheurs de l'enfance et que c'est la propriété individuelle, le mariage et l'art abstracteur qui ne se voient, au contraire, qu'aux périodes avancées.

Ce mirage vient de paraître une fois de plus, ces jours-ci, à l'occasion de la femme guerrière. Il ne s'agit point ici, on l'entend, de marchander notre admiration aux sublimes héroïnes du « bataillon de la mort »; elles seront toujours vénérées, celles qui savent, quand l'homme jette ses armes, les ramasser et défendre leur sol. Il s'agit simplement de rappeler à certains « sociologues » que l'état guerrier de la femme, loin d'être une nouveauté, est le cas général dans les mondes primitifs (voir les ouvrages de Ch. Letourneau) et que la civilisation a précisément consisté à dessaisir ce sexe de toute fonction guerrière pour lui assigner un rôle de plus en plus purement civil.

Faut-il faire observer qu'en cela, comme il arrive souvent, la civilisation a marché dans le même sens que l'intérêt social? Outre le besoin qu'elle a, pour sa conservation, de ménager ses femmes plus encore que ses hommes, n'est-il pas évident qu'une société fait preuve de sens pratique en utilisant le courage de la femme — dont personne n'a jamais douté — sous des formes domestiques *dont elle seule est capable* (par exemple, le dévouement aux enfants, aux malades), et non sous des formes militaires, où l'on conviendra peut-être que l'homme peut la valoir. Faisons remarquer encore que cet emprisonnement des femmes dans la « civilité » a de tout temps vivement irrité certaines d'entre elles : « Quant à moi, déclare une héroïne de la *Clélie*, digne ancêtre de nos amazones si joliment présentées en liberté l'autre jour par M. Abel Hermant, quant à moi, si j'avais eu mon choix d'être plutôt un vaillant soldat que d'être ce que je suis, j'aimerais mieux être soldat, tant je suis peu satisfaite de mon sexe. » Le féminisme, en tant qu'il est la volonté que les femmes fassent *la même chose* que les hommes, n'est pas non plus une folie née de nos jours.

Ces vérités rappelées, disons vite qu'il n'y a pas de quoi s'alarmer si quelques esprits « libres » exaltent l'acte des nobles héroïnes russes à un point de vue social, et proclament qu'un peuple ferait preuve d'« évolution » en invitant ses femmes à suivre cet exemple : c'est là une conception qui n'a évidemment rien de grave tant qu'elle ne passe pas le champ de la ruelle ou du journal de modes. Nous n'en jugerions pas de même si elle devenait générale, si l'ensemble des Français se mettait à prendre pour un progrès humain un retour aux mœurs de la Polynésie et à trouver qu'une société s'élève d'autant qu'elle devient plus universellement guerrière. Peut-être faudrait-il alors convenir que les Allemands n'ont pas entièrement manqué leur but et que, s'ils n'ont pas détruit la civilisation, ils en ont détruit la notion.

La Grèce, conquise par les Romains, « imposa son génie à ses farouches vainqueurs ». Les Barbares vont-ils, à leur tour, s'emparer de l'âme des civilisés victorieux?

J. B

La Guerre

1,096e jour de guerre

Communiqués officiels

2 AOUT. — 2 HEURES APRÈS-MIDI

En Belgique, le mauvais temps continue.

Grande activité de l'artillerie à l'est de **Braye-en-Laonnois**, à l'ouest de **Craonne**.

Dans la région d'Allemant, au cours d'une opération de détail, nous avons fait vingt-quatre prisonniers et pris une mitrailleuse.

A l'est et au **sud-est de Reims**, l'ennemi a tenté deux coups de main sans résultat.

Sur la rive gauche de la Meuse, violente lutte d'artillerie; vers neuf heures du soir, les Allemands ont renouvelé, sans résultat, leurs attaques dans le secteur du **Bois d'Avocourt**. Des coups de main ennemis dans cette même région, ainsi qu'en forêt **d'Apremont**, au sud-est de **Saint-Mihiel**, ont complètement échoué.

Rien à signaler sur le reste du front.

2 AOUT — 11 HEURES SOIR

En Belgique, les tirs de notre artillerie, dominant l'artillerie allemande, dont l'activité se manifestait plus grande **à l'est et au nord de Bischoote**, ont empêché toute tentative d'attaque ennemie.

Deux attaques allemandes **à l'est de Cerny** ont été arrêtées par nos feux.

En Champagne, rencontre de patrouilles au cours de laquelle nous avons fait des prisonniers.

Lutte réciproque d'artillerie sur la rive gauche de la Meuse.

Communiqués britanniques

2 AOUT — APRÈS-MIDI

La pluie n'a cessé de tomber avec violence depuis 48 heures.

L'ennemi qui était parvenu hier après-midi, au prix de pertes très élevées à prendre pied dans nos positions avancées, vers la voie ferrée Ypres-Boulers, en a été entièrement rejeté à la fin de la soirée par notre contre-attaque.

Nous avons repris possession de la totalité de notre ancienne ligne.

Aucun changement à signaler sur le reste du front de la bataille d'Ypres.

A la droite de notre ligne, au **sud-est d'Hargicourt**, nos troupes ont exécuté avec succès un coup de main sur les positions allemandes d'où elles ont ramené des prisonniers.

2 AOUT — 9 HEURES SOIR

L'ennemi a fait dans la matinée et renouvelé dans l'après-midi une série de tentatives violentes mais infructueuses pour recouvrer le terrain perdu par lui au **nord-est d'Ypres**; sans se préoccuper du chiffre toujours plus élevé de leurs pertes, d'importantes formations allemandes ont attaqué à plusieurs reprises nos positions entre **Saint-Julien** et la voie ferrée **Ypres à Roulers**; sur tous les points **les vagues d'assaut ont été brisées et dispersées par nos barrages d'artillerie ou rejetées par les feux nourris de notre infanterie.**

Quelques-uns de nos détachements ont effectué, la nuit dernière, des coups de main sur les tranchées ennemies au **nord-est de Gouzeaucourt** et ont fait subir des pertes nombreuses aux occupants.

L'offensive des Flandres

Notre attaque du 31 juillet sur le front de Flandre a été favorisée par une préparation d'artillerie d'une rare perfection. Les organisations ennemies ont été à ce point détruites, que nos fantassins ont pu aborder la troisième ligne allemande avec des pertes infimes. Un régiment accusait à ce moment 2 tués et 11 blessés. Par contre, les pertes allemandes ont été énormes. Un commandant de compagnie d'un régiment saxon, qui a été fait prisonnier avec 9 hommes, seuls survivants de sa compagnie, — laquelle avant l'attaque comptait de 90 à 100 fusils, — a déclaré que toute communication avec l'arrière lui était interdite par notre bombardement. Pendant les trois jours qu'il est resté en ligne, il ne put communiquer que deux fois avec son chef de bataillon. Durant ces trois jours, les hommes ne purent recevoir de ravitaillement d'aucune sorte, ni en vivres ni en munitions. Leur état d'épuisement était indicible.

A LA CHAMBRE

Les Socialistes et l'Union sacrée

LA POLITIQUE GÉNÉRALE
UN DÉBAT SUR LES BUTS DE GUERRE
L'ORDRE DU JOUR DE CONFIANCE

M. RIBOT. — Le gouvernement pense que nous n'arriverons à une paix acceptable que lorsque l'Allemagne en aura fait la demande.

Si M. Renaudel, comme socialiste unifié, avait eu le dessein en interpellant le président du Conseil sur la politique générale, d'agréger autour du gouvernement une majorité qui pouvait, il y a quelques jours, sembler précaire, il a, évidemment, réussi au delà de ses espérances.

Je dis au delà de ses espérances parce que le résultat de son intervention a été de séparer de la majorité une fraction notable du parti socialiste et de mettre en pleine lumière les divergences profondes qui s'affirment tous les jours davantage dans le parti socialiste au sujet des buts de guerre.

Les uns ne veulent pas, en effet, dans ce parti travaillé par toutes les passions démagogiques, être les dupes de la social-démocratie, les autres, dominés par une sorte de mysticisme international, ne rêvent que de réconciliations impossibles. Et ils ont la prétention d'entraîner la France à leur suite.

Ils ont pu voir hier combien la nation — par ses représentants — est loin d'eux et des misérables équivoques qu'ils veulent entretenir.

M. Ribot, au surplus, dans un discours qui est à la fois un grand acte politique et une habile manœuvre parlementaire, a saisi l'occasion de dissiper tous les doutes en affirmant une fois de plus que si la France ne combat pas pour des conquêtes territoriales, elle lutte néanmoins pour assurer la sécurité de ses frontières avec toutes les garanties que cette sécurité comporte.

***

J'avoue que j'ai eu quelque peine à suivre le développement de la pensée de M. Renaudel, dans cette phraséologie torrentueuse qui est le propre des habitués des congrès socialistes.

Cependant je vais essayer de la discerner.

M. Renaudel regrette surtout que le gouvernement d'aujourd'hui, comme les gouvernements du passé, ait manqué dans sa politique tant intérieure qu'extérieure, de la vigueur et de la clairvoyance nécessaires aux pays en guerre.

Et aussitôt M. Renaudel s'embarque dans l'affaire Michaelis qui va être à peu près tout son thème.

Nous nous sommes, dit-il en substance, laissé devancer par des offres qui pouvaient surprendre. Nos ennemis semblent accepter une organisation juridique nouvelle du monde.

Pourquoi ne pas profiter de la circonstance?

Pourquoi n'oblige-t-on pas nos adversaires à se démasquer complètement?

Ce que M. Renaudel reproche à nos gouvernants, c'est de n'être pas entrés dans l'action à cet égard, c'est de ne pas avoir accueilli plus tôt cette idée de la société des nations.

Ici, on interrompt M. Renaudel, et ces interruptions provoquent un incident amusant.

M. François Fournier. — Dès 1907, j'ai parlé de la société des nations.

M. Renaudel. — Je dois évidemment des excuses à M. François Fournier de ne l'avoir pas compris dans nos hommes d'Etat; mais il n'a pas encore été ministre. (Rires et applaudissements.)

Cette ironie excite M. Fournier qui riposte du tac au tac, avec un certain à propos :

M. François Fournier. — J'ai peut-être ceci de commun avec M. Renaudel. Sans être homme d'Etat, j'étais un maréchal ferrant (Vifs applaudissements.) et M. Renaudel était mon supérieur — je le reconnais — en tant que vétérinaire. (Nouveaux et vifs applaudissements.)

On s'amuse follement et M. Renaudel paraît un peu désarçonné. Malheureusement, M. Fournier insiste et perd ainsi le bénéfice de sa spirituelle interruption.

M. Renaudel continue. Il dit que M. Ribot, qui a donné sur la société des nations plus d'assurances que quiconque, reste cependant trop discret. Il faut que l'action suive les paroles.

Je suis personnellement avec beaucoup de peine les développements de M. Renaudel qui, vraiment, n'est pas maître de sa pensée. Il parle à la fois de la Russie, de la rive gauche du Rhin, des manœuvres allemandes. Ce qui lui fait dire par M. Ribot :

— Ne craignez-vous pas d'y aider en ce moment? Sans le vouloir, vous grossissez la manœuvre déjà grossière de M. Michaelis.

M. Renaudel. — C'est ici, évidemment, la différence entre vous et nous, monsieur le président du Conseil.

Une fois de plus, vous croyez que c'est en mettant la tête sous l'aile qu'on évitera des commentaires. (Très bien! Très bien! à l'extrême gauche.)

Non; parce qu'il n'y a pas que nous. Il y a d'autres nations qu'il faut éclairer. (Mouvements divers.)

J'ai dit qu'on mène dans ce pays des campagnes. J'entends bien que ni le gouvernement, ni le Parlement ne les ont jamais prises à leur compte. Mais cela ne suffit pas; il faut qu'ils les rejettent. (Vifs applaudissements à l'extrême gauche).

Je ne comprendrais d'ailleurs pas que ce ne fût pas fait. Sans doute vous avez eu des paroles diplomatiques. Le tort des paroles diplomatiques est de toujours prêter à interprétation.

Vous avez encore un comité qui dirige ces campagnes dans le pays. Si le gouvernement disait une bonne fois : « Non », il mettrait fin à des manifestations qui troublent le moral de la nation et des soldats. (Interruptions et bruit.)

Troubler le moral de la nation et de l'armée en leur montrant le profit de la victoire? M. Renaudel dépasse évidemment la mesure.

Il indique ensuite qu'on doit étudier les principes et les conditions d'une société des nations. Puis après avoir reproché, mais très brièvement, au gouvernement sa politique intérieure, il demande à la Chambre si les directions énergiques qu'il faut donner au pays, le ministère qui est au pouvoir est capable de les prendre.

Tout cela est terriblement vague et imprécis.

La Chambre en a la sensation et accueille froidement l'orateur lorsqu'il descend de la tribune.

***

Si M. Renaudel a été obscur, le président du Conseil a été parfaitement clair. Il a profité avec une habileté surprenante de l'occasion qui lui était offerte, et a merveilleusement utilisé le terrain sur lequel on a placé la discussion.

M. Ribot, président du Conseil. — Quelque vivacité qu'ait mise l'honorable M. Renaudel dans la dernière partie de son discours, je ne me plains pas que l'interpellation ait été déposée.

Il faut à cette heure plus que jamais de la clarté dans la politique du gouvernement : et M. Renaudel me pardonnera, si je lui dis qu'il ferait bien lui-même de mettre plus de clarté dans sa politique et dans la direction qu'il essaie de donner à son parti. (Applaudissements.)

M. Ribot expose quelle a été la politique suivie depuis la guerre par les gouvernements qui se sont succédé. Une politique d'union sacrée grâce à laquelle on a traversé ces époques difficiles. Pourquoi essaye-t-on aujourd'hui de la rompre?

M. le président du Conseil. — Si elle est rompue, ce n'est pas à nous qu'en reviendra la responsabilité. (Applaudissements.)

Interrogez votre cœur — le pays vous interrogera lui aussi — au lieu de diminuer les causes de ressentiment entre nous, est-ce que vous ne les élargissez pas de telle façon qu'est rendue plus difficile cette collaboration indispensable? (Applaudissements sur un grand nombre de bancs. Interruptions à l'extrême gauche.)

Vous m'avez dit hier, que vous ne parleriez pas des questions que vous aviez eu l'intention de soulever : la revision de la Constitution, le Comité de salut public; vous y avez renoncé?

M. Renaudel. — Je n'y renonce pas du tout, mais je dirige ma discussion comme je l'entends et non d'après une convention particulière que je regrette maintenant. (Mouvements divers.)

M. le président du Conseil. — Je vous félicite d'avoir écarté ces questions.

J'en viens au point qui nous divise :

Le gouvernement pense que *nous n'arriverons à une paix que nous puissions accepter que lorsque l'Allemagne en aura fait la demande.* (Vifs applaudissements à gauche, au centre et à droite.)

Si nous écoutions trop tôt les propositions perfides qui sont faites, appuyées des manœuvres que vous connaissez, nous livrerions ce pays. (Nouveaux applaudissements.)

Nous manquerions à notre devoir de Français et à notre devoir de gouvernement. Qui pourrait envisager à cette heure une paix conclue avec l'Allemagne?

Nos territoires étant envahis, qui pourrait prêter l'oreille à des propositions de paix? Qui peut vouloir qu'on s'offre à des discussions qui ne servent qu'à énerver la guerre? (Applaudissements.)

Nous souhaitons la paix autant que M. Renaudel et ses amis. Nous la voulons sincère, durable et digne de ce pays. Que serait la paix aujourd'hui?

Nous consentirions à renoncer à des droits anciens. Nous déclarerions les premiers, car c'est cela qu'on attend de nous, que nous n'avons aucun projet de réclamer quoi que ce soit, pas même l'Alsace-Lorraine... (Vifs applaudissements à gauche, au centre et à droite)... que nous nous contenterons de réparer nous-mêmes les ravages effroyables qu'a déchaînés chez nous la légion des Huns et qu'on veuille bien laisser vivre encore, humilié et ruiné, ce peuple de France qui a dans son histoire toutes les gloires et qui est toujours digne de marcher à la tête de la civilisation. (Applaudissements.)

Et que serait la France, atteinte dans ses moyens de production, ayant à côté d'elle le bloc des empires centraux qui serait vraiment maître du monde?

A la Belgique, on ferait l'aumône de reconnaître son indépendance. Et de quelle indépendance jouirait-elle le jour où la France n'existerait plus? Elle serait la vassale de l'Allemagne... (Interruptions prolongées à l'extrême gauche.)

M. Brizon. — C'est un mensonge. (Bruit prolongé.)

M. le président. — Je vous rappelle à l'ordre. (Applaudissements au centre et à droite.)

M. le président du Conseil. — Et que seraient tous ces peuples?... (Interruptions à l'extrême gauche. — Bruit.)

M. le président. — Je vous prie, M. Brizon, de vous dompter vous-même et de laisser le droit de tous les orateurs s'exercer librement. Ne continuez pas. (Applaudissements sur un grand nombre de bancs. Bruit à l'extrême gauche.)

M. le président du Conseil. — Quel serait le sort de tous ces peuples, dont nous avons pris la défense et que nous abandonnerions honteusement?

Cette paix n'est pas possible. Il n'y faut pas songer.

Ce qui nous sépare, c'est que nous croyons qu'il faut moins discuter les conditions de paix qu'étudier les meilleurs moyens de vaincre. (Applaudissements à gauche, au centre et à droite.)

Très soutenu par l'immense majorité de l'assemblée, le président du Conseil affirme que ce n'est pas dans ces conciliabules que l'on avancera l'heure de la paix.

Et il pose ainsi la question de la participation socialiste au congrès de Stockholm qui est dans tous les esprits.

Là encore, la position du chef du gouvernement est bien nette :

M. le président du Conseil. — Mon ami, M. Lloyd George, le disait hier soir à peu près en ces termes au Parlement anglais,

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France